

La théorie du gender, une affaire d'Etat ?

Article rédigé par *Fondation de Service politique*, le 29 juillet 2011

L'Association pour la Fondation de Service politique n'est pas satisfaite de la réponse de l'Elysée sur l'enseignement de la théorie du *gender* à l'école.

Depuis le mois de mai, l'Association pour la Fondation de Service politique (AFSP) ne cesse de demander le retrait des livres de SVT de première L et ES qui présentent aux adolescents la sexualité selon la théorie du *gender*, au ministre de l'Education nationale et au Premier ministre. Seule, la présidence de la République a répondu en assurant que la liberté de conscience des parents serait respectée. Dans cette lettre, le conseiller du chef de l'État en charge du dossier assure que le gouvernement n'adhère pas à cette théorie et qu'il ne peut contraindre les parents et les élèves à adhérer.

Elizabeth Montfort, ancien député européen et porte-parole de l'AFSP, déclare : Le respect de la liberté de conscience est un droit fondamental. Heureusement que le gouvernement y est attaché, car les parents sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants. Mais ce qui nous surprend, c'est le refus du gouvernement de retirer les livres de SVT, alors qu'il n'adhère pas à cette théorie. C'est incohérent et c'est vraiment prendre nos enfants pour des cobayes, ce que nous n'accepterons jamais ! **Pourquoi laisser entre les mains de nos enfants des livres dont le contenu fait la propagande d'une théorie que le gouvernement remet en cause ?** L'AFSP demande le retrait de ces manuels et qu'une convention ouverte soit organisée dès la rentrée, avec des experts (éducateurs, psychanalystes, juristes, philosophes...) et la participation des parents d'élèves, de représentants de la société civile et des élus.

De plus en plus de parlementaires réagissent et demandent le retrait de ces livres. Ils ont pris conscience qu'il s'agit d'une véritable affaire d'Etat et s'interrogent à leur tour sur les conséquences du développement de la théorie du *gender* dans l'enseignement secondaire et au-delà dans la société : quelle société voulons-nous ? Quel enseignement le gouvernement veut-il mettre en place pour aider chaque jeune à construire sa vie d'adulte ?

Si la présidence de la République a pris la mesure de la gravité de la situation, il appartient maintenant au Premier ministre et au ministre de l'Education nationale de nous apporter des réponses à la hauteur des enjeux pour mettre fin à ce scandale des manuels scolaires. Les Français attendent. Ils ont besoin de savoir sur quelles valeurs le président Sarkozy compte s'appuyer pour sa campagne présidentielle de 2012.
